

La Révolution des Œillets et l'immigration portugaise



MIGRANCE 43

ŒILLET

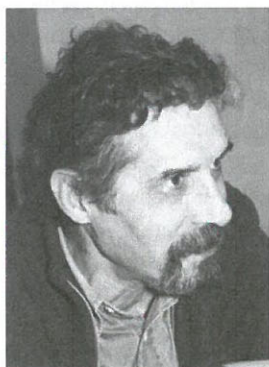
Éditions Mémoire-Génériques
Premier semestre 2014 • 10 €

314.743
<1960/1974>
REV

Entretien avec Arthur Silva, réfractaire et militant anticolonialiste*

Dans cet entretien, Arthur Silva, journaliste à la station communautaire lusophone Radio Alfa, revient sur son parcours de réfractaire au service militaire et son engagement politique, syndical et associatif depuis son arrivée en France en 1971.

Louisa Zanoun : Pouvez-vous expliquer les conditions de votre arrivée en France ?



Arthur Silva : Je suis né à Lisbonne en 1951. J'ai quitté le Portugal en avril 1971, à l'âge de 20 ans, parce que je refusais de participer aux guerres coloniales que menait mon pays. Si je n'avais pas quitté le Portugal, j'aurais dû, dans le cadre du service militaire obligatoire, aller me battre en Guinée-Bissau. Je ne pouvais pas l'accepter, alors je suis parti. J'y ai laissé mes parents et ma sœur.

Après un passage rocambolesque par l'Espagne, où mon ami qui m'accompagnait et moi avons bien cru que la police espagnole finirait par nous attraper et nous renvoyer au Portugal, je suis arrivé à Hendaye. Là, les douaniers français nous ont arrêtés et questionnés. Comme nos papiers étaient en règle et que nous avions une adresse où nous rendre, ils nous ont laissés entrer en France. Nous avons pris un train pour Paris, le fameux Sud-Express, et j'ai ensuite obtenu un titre de séjour provisoire.

J'ai vite trouvé un emploi comme ouvrier dans les usines Michelin à Troyes. Là, j'ai retrouvé des amis portugais, notamment un gars de mon quartier de Lisbonne qui, comme moi, avait fui le service militaire et les guerres coloniales. Michelin gérait tout pour nous : le travail, la sécurité sociale, les soins, le logement... Après seulement trois semaines, j'avais déjà ma carte de sécurité sociale française ! Michelin nous aidait même avec l'apprentissage du français. Quand je suis arrivé en France, je ne maîtrisais pas bien le français. Des curés venaient à l'usine nous donner des cours d'alphabétisation. Mais avec les copains, on ne se plaisait pas dans cette usine. On ne supportait pas les cadences de travail et les conditions de vie dans les foyers. On se disait qu'on n'était pas des esclaves et qu'on ne pouvait pas continuer à travailler et vivre dans ces conditions. On le fit savoir à la direction en ralentissant

* Entretien conduit le 30 avril 2014 à Génériques par Louisa Zanoun, docteure en histoire, responsable du pôle scientifique et culturel à Génériques.

les cadences et en bloquant les chaînes de fabrication. Du coup, au bout de trois mois, on a été virés...

LZ : Vous fréquentiez d'autres Portugais en France ?

AS : Oui bien sûr. J'ai rencontré plein de jeunes déserteurs comme moi, des «insoumis» comme on nous appelait. Si je ne me trompe pas, on devait être 80 000 à 90 000 en France. Si on ajoute les exilés politiques, nous étions nombreux à avoir fui le Portugal pour des raisons politiques. D'autres jeunes gens ont préféré s'installer en Belgique ou en Scandinavie, notamment en Norvège et en Suède, deux pays qui accordaient facilement le statut de réfugié politique aux «insoumis».

Même si j'ai tout de suite eu de bons contacts avec des Français, on se retrouvait souvent entre Portugais, entre copains du même quartier. Et puis, la question des guerres coloniales que menaient le Portugal nous travaillait. Ajoutez à cela le foisonnement d'organisations anticoloniales et anti-salazaristes animées par certains compatriotes militants en France... Il ne faut pas oublier que Alvaro Cunhal, le secrétaire général du Parti communiste portugais (PCP) a longtemps été caché en France, à Montreuil il me semble. D'autres militants et leaders syndicaux et politiques de gauche vivaient également en France. Il était difficile et presque impossible de ne pas entrer en militance pour le jeune homme que j'étais avec mes idées anticolonialistes et internationalistes.

LZ : Pouvez-vous en dire plus sur vos activités syndicales et politiques ?

AS : J'ai adhéré à la CFDT (Confédération française démocratique du travail) mais aussi à la CGT (Confédération générale du travail). J'ai aussi participé au mouvement contre la guerre au Vietnam. C'était risqué parce qu'en tant qu'immigré avec un titre de séjour provisoire je risquais l'expulsion si j'étais attrapé par la police dans une manifestation. Le Paris du début des années 1970, quand je me suis engagé dans ces différents mouvements, bouillonnait de revendications de partout, ça sentait encore mai 68. Parallèlement, je me suis aussi engagé dans diverses associations. Je côtoyais aussi des gens de différents mouvements étudiants et de travailleurs, comme par exemple la FEAF (Fédération des étudiants d'Afrique noire) ou le MTA (Mouvement des travailleurs arabes). On était tous anti-impérialistes, on se fréquentait plus ou moins. En même temps, c'était compliqué. Je me souviens qu'une fois, à l'usine, des collègues africains ont voulu me casser la figure parce qu'ils m'accusaient d'avoir pris part aux guerres coloniales en Afrique, ce qui était faux. C'était fou parce qu'alors qu'ils m'en voulaient, je me battais pour l'obtention de meilleures conditions de travail et de hausses de salaire pour tous les ouvriers de l'usine, eux y compris...

LZ : Et le 25 avril 1974, c'était quoi pour vous ?

AS : En avril 1974, j'attendais la naissance de mon premier enfant. Ma fille est née en mai, très peu de temps après le coup d'État. J'étais à Toulouse à ce moment. C'est un voisin qui m'a prévenu le 25 avril : «Arthur, il y a la révolution chez toi!». Sceptique, je lui demandais, «révolution ou coup d'État ?» Pour moi, ce n'était pas la même chose, une révolution et un coup d'État militaire sont deux choses bien

distinctes... Même si le peuple est descendu dans les rues et a contribué à faire avancer certaines choses par la suite, il n'en reste pas moins que ce sont les militaires qui ont amené un changement de régime. Dès que j'ai pu, j'ai appelé mes parents à Lisbonne. Mon père était heureux. En tant que syndicaliste, il avait connu la répression de la police politique. Jusqu'au 25 avril, il a vécu toute sa vie sous la dictature. Parfois, quand j'étais jeune, on savait qu'il avait été pris par la police quand on ne le voyait pas rentrer à la maison pour la nuit...

Mais en avril 1974, comme d'autres, j'ai vite compris ce qui se passait et j'ai déchanté. À la radio, on parlait de l'arrivée au pouvoir de António de Spínola, un haut dignitaire militaire qui avait fait les guerres coloniales. En mai, il devint le premier président de la nouvelle République portugaise. Ce n'était pas une révolution ça, en tous cas pas comme je l'entendais... Mais il faut reconnaître que le 25 avril a apporté des choses positives au Portugal, notamment la liberté. C'est comme ça que j'ai pu rentrer à Lisbonne pour Noël en décembre 1974. C'était la première fois que je revoyais les miens depuis avril 1971.

Une fois à Lisbonne, je devais me présenter au quartier général de l'armée pour régulariser ma situation. Là, on m'a demandé de payer une amende de 60 000 escudos, sinon on ne me laissait pas retourner en France. Au départ j'ai refusé. Finalement, j'ai payé la somme de 10 000 ou 12 000 escudos et suis retourné chez moi en France. Pendant un temps, à chaque fois que je revenais au Portugal, je devais m'acquitter d'une amende afin d'obtenir une autorisation de sortie du territoire.



"Viva a independencia da Guine Bissau", *Boletim*, MPAC-CLACS n emigração, nd, couverture.

© Coll. particulière (Arthur Silva).

LZ : Et en France, que s'est-il passé après le 25 avril ? Quelle était l'ambiance parmi les immigrés portugais ?

AS : C'était mitigé. La plupart des gens que je connaissais étaient contents, soulagés. C'était la fin d'une période difficile. Mais c'était aussi le début de quelque chose de nouveau, et donc d'incertain. Certaines personnes étaient franchement inquiètes. Qu'allait-il se passer par la suite pour les Portugais vivant en France ? Seraient-ils autorisés à rentrer ? Et dans quelles conditions ? Certains craignaient l'arrivée des communistes au pouvoir et la nationalisation des biens, notamment les comptes bancaires des émigrés. C'est pour cela que beaucoup de Portugais en France ont arrêté d'envoyer leurs économies au Portugal, du moins pendant un temps. Après l'échec du coup d'État de novembre 1975, mais surtout après l'adoption de la nouvelle constitution en avril 1976, les choses se sont calmées, et les immigrés ont repris confiance.

Concernant l'effet du 25 avril sur les Portugais qui militaient en France, une bonne partie d'entre eux sont rentrés au pays. Mais d'autres, comme moi, avons fait le choix de rester. Ce n'était pas simple, on n'était pas toujours d'accord. Surtout qu'après la chute de la dictature, la gauche et l'extrême gauche portugaise, au Portugal mais aussi en France, étaient divisées.

En ce qui me concerne, à l'époque, j'étais déjà bien engagé dans des activités militantes en France, et ce depuis mon arrivée en avril 1971. J'avais rejoint, entre autres, un mouvement qui s'appelait le MPAC (Mouvement populaire anticolonial). Ce mouvement anticapitaliste et anti-impérialiste, créé au Portugal, revendiquait la fin des guerres coloniales, l'indépendance totale de l'Angola, du Mozambique et du Cap-Vert ainsi que la fin du régime dictatorial au Portugal. Des comités locaux (CLAC - Comités de lutte anticoloniale) existaient en France, j'étais responsable de celui de Toulouse. J'avais appelé ce comité, le Comité Domingos Ramos, du nom de ce combattant guinéen mort pendant la guerre de libération nationale. On avait des liens avec d'autres comités, notamment en région parisienne, où on menait des actions de sensibilisation dans des lieux où vivaient des Portugais. Je me souviens qu'on distribuait nos tracts dans les marchés situés près des bidonvilles de Massy, Saint-Denis ou Champigny-sur-Marne. On était souvent mal reçus. « Traîtres ! » nous insultait-on. C'étaient, je crois, surtout des gens qui avaient fait la guerre en Afrique... La lutte du MPAC n'était pas évidente à organiser. Le mouvement était interdit au Portugal, il existait dans la clandestinité et il a fallu improviser, notamment pour obtenir de la documentation. Heureusement, on avait la librairie Joie de Lire de François Maspero dans le Quartier latin à Paris. Là, on rencontrait d'autres militants, ceux du PCP notamment, et on pouvait obtenir de la documentation, des livres sur la lutte anticoloniale.

LZ : Est-ce que vous avez pensé retourner au Portugal après le 25 avril ?

AS : On m'avait proposé de rentrer au pays mais ma vie était ici, j'étais marié à une Française, j'étais sur le point d'avoir mon premier enfant et de toutes façons je souhaitais continuer la lutte ici en France. J'étais complètement intégré dans les luttes politique et syndicale en France, notamment à la CFDT à Toulouse. Je me posais souvent la question : « le Portugal, est-ce vraiment mon pays ? » Je dirais que

c'était ma marâtre plutôt que ma mère patrie. Je me sentais bien en France et je m'y sens toujours bien, et comme on dit, «mon pays, c'est celui où je me sens bien»...

Et puis, mon avenir professionnel, il était en France. J'ai passé un diplôme de dessinateur en mécanique, et j'ai travaillé comme dessinateur pendant environ un an. Ensuite, j'ai travaillé dans un laboratoire photographique, puis dans l'hôtellerie de luxe. Au début des années 1980, a commencé pour moi une belle aventure qui se poursuit aujourd'hui : le journalisme à la radio.

LZ : Parlez-nous de votre expérience de journaliste et votre engagement dans la radio ?

AS : Cela a débuté à Gennevilliers en 1982. Avec une copine, on faisait une émission hebdomadaire sur le Portugal, en portugais et en français à partir d'informations qu'on trouvait dans les journaux. Ensuite, je suis allé à Radio Nanterre, une station locale où j'animais une émission hebdomadaire en portugais. Il y eut d'autres stations après, notamment Radio Portugal dans le monde à Romainville. C'est là, dans une émission matinale, que j'ai commencé à lire mes premières informations. On n'avait pas de moyens, pas d'agence de presse. Je faisais une espèce de revue de presse en me basant sur les journaux portugais que je me procurais très tôt le matin.

Puis avec des copains, en 1987, on a créé notre propre station, Radio Alfa, où je travaille toujours. Au début, on était peu nombreux, à peine cinq personnes je crois. La station qui avait le statut d'association au départ (elle est devenue commerciale en 1992) émettait depuis le Boulevard Masséna, au sud de Paris. On a ensuite déménagé pas très loin, à Ivry-sur-Seine, puis en 1992-1993, on est allé à Créteil, où on est toujours. L'objectif de Radio Alfa était de donner aux immigrés portugais un espace qui diffusait autre chose que du fado, la musique traditionnelle portugaise, et qui exprimait autre chose que la nostalgie du pays d'origine. Avec mes copains, on voulait une radio moderne qui parlait aux jeunes issus de l'immigration, avec des émissions et des thématiques qui les touchaient. On n'était pas là pour couper les liens avec le Portugal, pas du tout, mais on voulait montrer les liens forts qu'on avait avec la France, qui était aussi notre pays. On couvrait plein d'événements, notamment les élections en France, preuve de notre enracinement et de notre volonté de participer à la vie citoyenne et politique française. L'idée était aussi de montrer aux premières générations de l'immigration portugaise que les choses avaient évolué depuis leur arrivée en France, notamment depuis l'entrée du Portugal dans la Communauté économique européenne (CEE) en 1986.

LZ : Et aujourd'hui, si vous deviez faire le bilan du 25 avril et de vos activités militantes, que diriez-vous ? Qu'en reprenez-vous ?

AS : Pour moi, le bilan est mitigé. Grâce au 25 avril, on a eu la liberté au Portugal, et cela n'a pas de prix. Des droits qui paraissent évidents et acquis aujourd'hui, comme le droit de vote et le droit de circuler librement, n'existaient pas avant. La liberté c'est bien, mais pour faire quoi au juste ? Je parle pour moi mais aujourd'hui, 40 ans plus tard, que reste-t-il des conquêtes d'avril 1974 ? *Quid* de son

programme? Le pays est revenu en arrière, surtout depuis la crise de 2007. Les inégalités sont partout. Au niveau géographique, politique, social et économique. Ce qui me révolte, c'est d'entendre nos dirigeants politiques dire à la jeune portugaise d'aujourd'hui d'émigrer, d'aller ailleurs parce que leur pays ne peut pas leur donner du travail, en gros qu'il ne peut rien pour eux. Ceci dit, le Portugal d'aujourd'hui a beaucoup changé depuis 1974. Il fait partie de l'Europe, et nombreux sont les Portugais qui sont fiers d'être Européens.

Sur mes activités militantes, j'ai mis un frein au milieu des années 1980. Je ne supportais plus les aspects doctrinaire et illogique de certaines organisations... J'ai poursuivi ma militance à la radio. Donner la parole aux gens qui n'ont pas voix dans les grands médias, c'est une forme de militance. C'est pour ça que je continue la radio, pour donner la parole aux ouvriers, aux gens qui vivent dans les quartiers, etc. Leur avis compte, comme celui d'un expert ou d'une personnalité politique, et il est important qu'il s'exprime et qu'on l'entende.

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA SITUATION AU PORTUGAL

José Luis Saldanha Sanches, directeur de publication de « Luta Popular », journal du M.R.P.P. (Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat) a été arrêté par la police militaire portugaise le 6 juin. Libéré des prisons fascistes de Caxtano le 25 avril dernier, il se trouve à nouveau sous les verrous!

Quelles sont les raisons de cet emprisonnement? Que se passe-t-il au Portugal? Que représente le coup d'Etat?

La bourgeoisie, acculée par les luttes des peuples d'Angola, Guinée-Cap Vert et Mozambique, comme par celle du peuple portugais (54 grèves de janvier 1974 au 25 avril), devait changer de visage. Elle l'a fait principalement pour endiguer les luttes au Portugal et passer du colonialisme au néo-colonialisme en Afrique.

Le mouvement du 25 avril n'est pas porteur des aspirations populaires ni des peuples d'Afrique ni du peuple Portugais. Il est simplement une opération de remplacement d'un personnel politique bourgeois fasciste usé par un nouveau personnel politique bourgeois libéral. La démocratie n'est pour la junte qu'une façade destinée à cacher au peuple sa nature réelle. Pour tenter de mener à bien ce projet, la bourgeoisie s'allie au Parti « socialiste » portugais (Soares) et surtout au Parti « communiste » (Cunha) pour réprimer le mouvement de masse et propager le néo-colonialisme.

Face à cette situation les peuples d'Afrique et du Portugal et leurs organisations révolutionnaires intensifient leurs combats.

Solidarité militante et soutien internationaliste avec les peuples d'Afrique et du Portugal.

MEETING

Samedi 22 juin 1974 à 15 h

44, rue de Rennes, Paris-6^e - Métro St-Germain-des-Près

- Les raisons du coup d'Etat du 25 avril :
 - Les luttes des peuples d'Angola, Guinée-Cap Vert et Mozambique.
 - La lutte du peuple portugais.
- La résistance populaire au fascisme et les luttes ouvrières et paysannes depuis le 25 avril.
- L'Alliance entre les militaires, les « socialistes » et le Parti « communiste » Portugais : Contre qui?
- Le M.R.P.P. et les tâches actuelles du mouvement révolutionnaire.
- Projection de photos sur le Portugal depuis le 25 avril par des camarades qui en reviennent.

— Groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes (U.C.F.M.-L.); E.L.E.L. E.L.D.G.R.
— Des Portugais en France sympathisants du Mouvement Populaire Anti-Colonial (M.P.A.C.) et du Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat (M.R.P.P.)